

Le déficit wallon va dépasser le déficit flamand dès 2023

■ D'après le Bureau du Plan, l'écart va continuer de se creuser entre le Nord et le Sud entre 2021 et 2026.

C'est devenu un poncif: la situation budgétaire belge n'est guère folichonne. Forcément, quand les autorités publiques injectent 21 à 22 milliards d'euros pour contrer les effets de la pandémie, ce n'est pas sans conséquence. Celui de la Belgique est préoccupant, sans être dramatique. Le Bureau fédéral du Plan (BfP) table sur un déficit – ou solde de financement – de -9,7% du PIB pour l'ensemble des administrations publiques pour 2020. "À partir de 2021, le déficit public se réduit sensiblement sous l'effet de la reprise économique et de l'estompement progressif des dépenses temporaires engagées en raison de la crise sanitaire", relevait le BfP la semaine dernière. Mais ce déficit reste élevé: il est estimé à -7% du PIB en 2021 et à -5% du PIB environ sur la période 2022-2026.

L'écart se creuse

Là où cela devient encore plus intéressant, c'est de scruter les trajectoires budgétaires des entités fédérées. D'après le Bureau du Plan, toujours sur la période 2021-2026, la situation du sud du pays se détériore par rapport à celle de la Flandre. Concrètement, le déficit cumulé de la Région wallonne (0,5% du PIB) et de la Communauté française (0,4% du PIB) en 2020 se monte à 4,1 milliards d'euros pour 2020. A titre de comparaison, il est attendu à 5,93 milliards pour la Flandre.

La situation s'aggrave progressivement et, dès 2023, le déficit cumulé de la Communauté française et de la Région wallonne dépasse le déficit flamand. Et en 2026? Là, le seul déficit de la Région wallonne dépasse celui de la Flandre! Le déficit attendu par le Bureau du Plan se monte encore à 5,69 milliards d'euros pour les entités fédérées. Mais, en 5 ans, le sud du pays affiche un déficit plus important qu'au nord: 2,8 milliards d'euros (1,89 milliard pour la Région wallonne et 910 millions pour la Communauté française), contre 2,37 milliards à la Flandre. Pourtant, la Wallonie pèse un petit quart de l'économie belge, contre un bon 60% à la Flandre. "La Flandre, qui avait un surplus budgétaire en 2019, a injecté massivement des fonds pour amortir le choc de la crise, ce qui explique l'écart en 2020 et même en 2021. Cet investissement, c'est une question de choix politique", nous explique un expert du Bureau du Plan. Ce faisant, ce choix politique d'investir de manière considérable en 2020 a un effet sur le PIB les années suivantes. C'est bien simple: le PIB de la Flandre est systématiquement (beaucoup)

plus élevé – de 20% au moins – de 2021 à 2026 par rapport au sud du pays. Et la Région de Bruxelles-Capitale? La situation y est comparable à son homologue wallonne, dans des proportions à peine plus faibles.

"Debout la Wallonie"

Mais revenons à ce différentiel "Nord-Sud" qui risque de faire couler pas mal d'encre. "Les chiffres sont interpellants, lance Sander Loones, député N-VA. La Wallonie a le potentiel pour réussir. C'est pourquoi je suis toujours heureux quand la Wallonie exprime l'ambition de rattraper, de suivre et même de dépasser la Flandre. Malheureusement, la Wallonie semble se tromper de course. Elle veut apparemment devenir championne en... déficit et dette publics."

Le nationaliste flamand assène: "Debout la Wallonie! Votre ambition devrait être de faire croître plus rapidement l'économie wallonne, et non les dettes wallonnes. Entre-temps, cependant, l'économie flamande continue de croître plus rapidement que l'économie wallonne."

Croissance du PIB plus faible

Un autre élément d'explication d'un tel différentiel "Nord-Sud" tient aussi "à la loi spéciale de financement", rappelle le Bureau du Plan. "Les transferts vont s'estomper, ce qui est favorable à la Communauté flamande en termes de déficit, comme ça l'est pour la Communauté française,

mais pas pour la Région wallonne", poursuit l'expert du Bureau du Plan.

Côté wallon, on se dit "évidemment conscient – et ce n'est pas un élément neuf – de la situation délicate des finances publiques régionales et des perspectives potentiellement inquiétantes si rien n'est fait. D'autant plus qu'à partir de 2025 les transferts iront décroissant", explique Jean-Luc Crucke, ministre wallon du Budget (MR).

Lequel insiste sur un point: "La projection du Bureau du Plan est à politique inchangée..." Or, Jean-Luc Crucke estime qu'un certain nombre de décisions – le budget base zéro (vérification de chaque euro de dépense publique) et l'installation d'une commission de la dette pour conseiller le gouvernement – vont aider à garantir la soutenabilité de la dette publique.

"Cela dit, poursuit-il, la Wallonie a dû assumer – proportionnellement à son budget – une charge liée au Covid supérieure à celle des autres entités. Pour le surplus, il conviendra de déterminer la nature du déficit: si ce dernier est dû à des investissements stratégiques indispensables, c'est moins problématique que s'il résulte d'opérations courantes (non structurelles, NdLR)."

Certes, mais cet arbitrage-là appartient aux instances européennes, dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance, qui sera "audité" dès l'automne par la Commission...

François Mathieu

La Wallonie pèse un petit quart de l'économie belge (23%), contre un bon 60% à la Flandre. Le solde à Bruxelles.